Editorial: Desperados

by Kiran Ramsahaye on 2011-04-15 00:59:00

“I am horrified by the American attitude that we have the right to sentence to death without trial not only suspected ‘terrorists’ but also scores of civilians…The time is ripe for us to redirect our foreign policy in a way that it is in accord with our vaunted ideals.” - Mary D. Allen, Philadelphia, Pennsylvania.

“The article amounts to a further justification of the United States’ belief that we can indefinitely cause other people to suffer so we can feel safe…I have no idea what our record of death and destruction around the world has been in the past 50 years, but it is certainly more than any damage we have suffered. It is time that we start looking critically at our policies and not just taking the assurances of our own agencies at face value.” - George McJumsey, Ames, Iowa.

“CIA drone attacks have resulted in a tragedy beyond imagination in Pakistan, where hundreds of innocent civilians have been slaughtered by what is presented in your article as a seemingly innocuous form of modern warfare. It is not worth the price we will pay in the form of future terrorists seeking retribution for its abject immorality.” - Edward D. Juilliard, Chicago, Illinois.

“The arrogance of America’s meddling in world struggles from Korea and Vietnam to Afghanistan and Iraq has proved to be futile.” - Fred Dorgin, Peoria, Arizona.

Ces commentaires, publiés dans l’édition de Newsweek du 7 mars 2011, sont ceux des citoyens américains suivant la publication d’un article-couverture intitulé “Egypt: How Obama blew it” de Niall Ferguson paru dans ce même magazine la semaine précédente.

D’une manière générale, ces réactions sont des plus sensées et reflètent, sans l’ombre d’un doute, l’opinion de tout individu doté d’un esprit rationnel, juste et libre de tout préjugé contre les atrocités et autres crimes contre l’humanité commis par les administrations successives de Washington depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu’à ce jour. Il s’agit, en quelque sorte, de desperados qui se sont habilement déguisés en shérifs planétaires et justiciers pour la race humaine. Pire, ils s’érigent en donneurs de leçons et en moralisateurs en matière du respect des droits de l’Homme, de la bonne gouvernance, de liberté d’expression, etc.

C’est dans cette perspective justement qu’il faut situer le dernier rapport du département d’Etat américain (Country Paper) sur Maurice, en particulier la section ayant trait à une soi-disant menace de la liberté de la presse. N’importe quel visiteur, expatrié ou même ces ouvriers bangladais qui opèrent dans nos usines de textile et qui souvent expriment en toute liberté leurs doléances contre les autorités mauriciennes à travers les ondes des radios privées, trouveront que ce rapport du Département d’Etat est soit absolument risible soit est teinté d’un ‘colourable device’. Dans ce cas précis, il y a toutes les raisons de croire qu’il s’agit effectivement d’un amalgame des deux : le ridicule et des mobiles subrepticement ignobles.

D’abord, il convient de faire ressortir que certains diplomates/agents des services de renseignements étrangers postés à Maurice et qui sont généralement derrière ce type de rapports se bornent à côtoyer certains cercles spécifiques auprès desquels non seulement ils puisent leurs informations mais se fient aveuglément pour la rédaction de leurs rapports. A ce titre, le correspondant de Newsweek a entièrement raison d’insister auprès de ces pontifes de Washington pour qu’ils remettent en question les informations fournies par leurs services de renseignements (“It is time that we start looking critically at our policies and not just taking the assurances of our own agencies at face value.”) C’est nous qui soulignons.

Posons la question. En quoi la liberté de la presse est-elle menacée à Maurice comme veulent le faire croire ces Américains ? On peut ne pas aimer le gouvernement du jour. C’est notre droit absolu de citoyens libres. Mais de là à en faire ses choux gras à partir d’un mensonge débité par une puissance étrangère connue pour ses crimes contre l’humanité uniquement en raison de notre haine contre le gouvernement en place relève d’un

niveau le plus vil qu'un citoyen puisse atteindre : l'antipatriotisme.

Maurice est un des rares pays au monde et certainement le seul de l'hémisphère Sud à pouvoir s'enorgueillir d'une tradition de la presse libre qui remonte dans la nuit des temps. Son paysage médiatique est enrichi d'une multiplicité de titres de la presse écrite et de radios privées qui ont une latitude d'expression qui n'a rien à envier à n'importe quelle société démocratique, y compris les Etats-Unis. Il suffit d'écouter les débats en direct des radios privées ainsi que les interventions des citoyens sur ces ondes pour se rendre compte de l'étendue de liberté d'expression qui a toujours existé et qui existe encore dans ce pays.

C'est justement cette liberté presque absolue qui permet à certains journalistes de donner libre cours à leur malhonnêteté intellectuelle ou à leur haine viscérale contre certaines personnalités publiques. D'autres encore n'hésitent même pas au nom de cette liberté d'expression à répercuter de fausses nouvelles et d'exploiter à fond le pouvoir de leurs plumes pour inventer et distiller des rumeurs sensationnelles à travers la désinformation pure et simple. Mais attention ! il faut absolument s'abstenir de ne pas les rappeler à l'ordre car cela risque de sérieusement mettre en péril la liberté de la presse car cette liberté implique aussi le droit de colporter des mensonges, de calomnier et de diffamer sans modération…

D'où cette perception selon laquelle, traditionnellement, certaine presse qui se proclame indépendante a toujours été extrêmement hostile vis-à-vis d'une classe politique alors qu'elle manifeste systématiquement une attitude très favorable vis-à-vis d'autres politiciens. Une étude objective de certains journaux, en l'occurrence des reportages politiques et des papiers d'opinion durant ces 30 dernières années pourrait établir si cette perception est fondée ou non et par la même occasion de bien saisir certains desseins qui trop souvent sont cousus de fil blanc.

On peut ne pas être d'accord avec le pouvoir du jour, on peut être animé par une haine viscérale pour les dirigeants politiques du pays, on peut se sentir frustré par la non-réalisation de ses rêves et ambitions, mais ne pas reconnaître que la liberté d'expression n'est pas menacée à Maurice relève d'une bassesse intellectuelle pathologique.

Le Matinal - http://www.lematinal.com